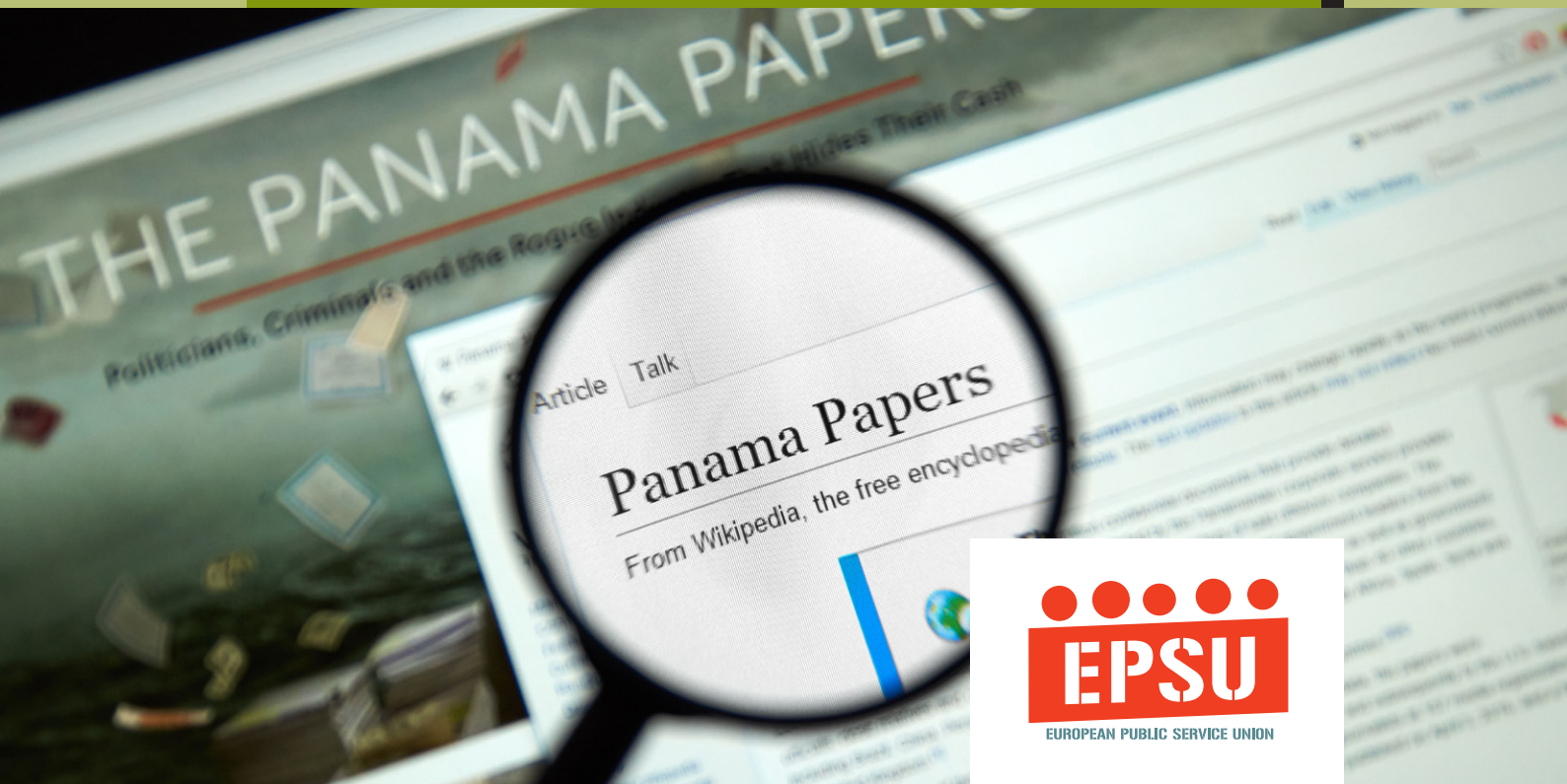
6. BRIEFING

Lutter pour la justice fiscale

Dans la perspective du prochain Congrès en juin 2019, la FSESP organise une série de séances d'information qui se concentrent sur certains des principaux domaines de travail pour la prochaine période inter-Congrès. Chaque séance d'information donnera un aperçu des activités récentes de la FSESP et mettra en lumière les évolutions attendues et les défis à relever au cours des prochaines années.



EPSU
EUROPEAN PUBLIC SERVICE UNION

EVASION
FISCALE
ON
QUARTIERS
NORD
DE

Un système fiscal équitable, progressif, transparent et efficace est essentiel pour des finances publiques saines, des services publics de qualité et une redistribution des richesses et des revenus. C'est pourquoi la FSESP fait campagne avec acharnement pour lutter contre l'évasion fiscale et l'évitement fiscal des grandes entreprises et des particuliers fortunés.

Les lanceurs d'alerte ont dénoncé la perte de recettes fiscales qui affecte les finances publiques à cause du recours aux paradis fiscaux et à des transactions douteuses avec les gouvernements, tandis que nos recherches sur la multinationale de restauration rapide McDonalds a révélé la manière dont les grandes entreprises peuvent exploiter le système pour réduire leur facture fiscale.

La FSESP est déterminée à poursuivre la lutte pour la justice fiscale et ce briefing met en lumière certains de nos principaux travaux de campagne, de lobbying et de recherche au cours de ces dernières années et les principales questions que la FSESP doit aborder au cours de la prochaine période inter-congrès.

Jan Willem Goudriaan
Secrétaire général de la FSESP

Lutter pour la justice fiscale

Principales initiatives prises

- **Mettre en évidence les stratégies d'évitement fiscal de McDonald's**
- **Faire pression sur le Parlement européen en faveur d'une action et d'une législation plus strictes en matière d'évasion fiscale**
- **Publication d'une étude sur l'état des administrations fiscales en Europe**
- **Promouvoir des politiques fiscales plus progressives, y compris une taxe sur les transactions financières**
- **Soutenir le lanceur d'alerte de Luxleaks, Antoine Deltour, et faire pression pour une législation européenne sur la protection de ces lanceurs d'alerte**
- **Mettre en évidence et expliquer l'impact de l'évitement fiscal dans les pays en développement.**

Beaucoup d'entreprises multinationales et de particuliers fortunés font tout ce qu'il faut pour minimiser leur facture fiscale tout en faisant pression contre toute réforme du système qui vise à mettre un terme aux échappatoires, aux failles et à l'opacité des régimes fiscaux dont profitent les entreprises. La FSESP a fait de cette question une priorité et a fait campagne, fait pression et publié des recherches pour exposer les fraudeurs fiscaux, pour mettre un terme à leurs agissements, pour soutenir la législation et mettre en évidence les difficultés auxquelles sont confrontées les administrations fiscales à travers l'Europe.

L'ampleur du problème de l'évitement fiscal a été exposée à plusieurs reprises au cours des dernières années, à commencer par l'année 2014 avec les révélations Luxeaks sur des transactions secrètes avec le gouvernement luxembourgeois (ce que l'on appelle les « tax rulings »). Celles-ci ont été suivies par les fuites dites Panama Papers en 2016 et des Paradise Papers en 2017, qui ont donné une indication du rôle des paradis fiscaux dans le « siphonage » des recettes fiscales dont les États ont un cruel besoin.

Fin 2017, la commission spéciale du Parlement européen sur les Panama Papers a publié son compte-rendu avec plus de 200 recommandations, dont beaucoup étaient conformes aux appels de la FSESP pour des mesures visant à améliorer la justice fiscale

La FSESP a également contribué à faire la lumière sur l'évitement fiscal des sociétés. En collaboration avec l'EFFAT, la fédération syndicale européenne des travailleurs de l'alimentation, le

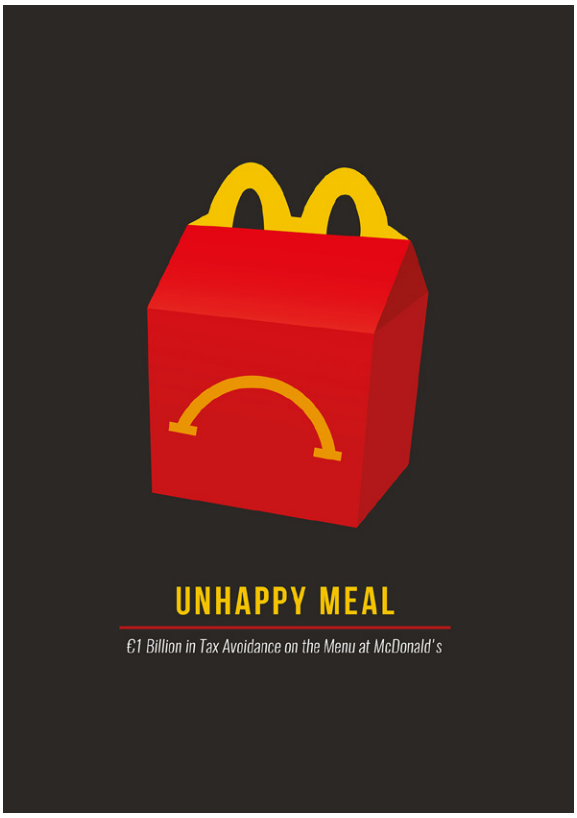
syndicat américain des services, le SEIU et l'organisation caritative de lutte contre la pauvreté, War on Want, la FSESP a publié deux rapports sur la multinationale de restauration rapide McDonalds, l'un en 2018 et l'autre en 2015 montrant comment elle est parvenue à réduire sa facture fiscale européenne de plus d'un milliard d'euros.

Le premier rapport a conduit le Parlement européen à ouvrir une enquête sur l'entreprise et, en juin 2018, McDonalds a été convoqué pour une troisième comparution devant la commission fiscale spécialement mise en place par le Parlement. Dans l'intervalle, l'entreprise a également fait l'objet d'une enquête par la Commission européenne pour d'éventuelles infractions aux règlements sur les aides d'État.

La FSESP s'est félicitée du fait que les deux institutions européennes ont intensifié leurs travaux sur la fraude fiscale. La Commission a ciblé plusieurs multinationales qu'elle soupçonnait d'enfreindre effectivement les règles en matière d'aides d'État en concluant des accords fiscaux avec les gouvernements. Il s'agissait notamment de Apple, ENGIE, Starbucks, Google, Fiat et Amazon.

La FSESP a été très active en terme de lobbying par rapport à deux initiatives législatives de la Commission européenne, la première se concentrant sur la nécessité d'une plus grande transparence par le biais de rapports publics pays par pays et la seconde sur l'établissement d'une assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés (ACCIS).

La FSESP soutient fermement la législation visant à exiger des sociétés transnationales qu'elles fournissent des données publiques pays par pays aux fins de l'impôt et ses filiales dans l'administration fiscale ont souligné la nécessité de telles mesures face à la forte opposition des entreprises et de certains gouvernements de l'UE. La FSESP et d'autres organisations actives dans la campagne pour une fiscalité équitable (Eurodad et Oxfam) ont défini les principaux domaines dans lesquels un lobbying intensif était nécessaire pour renforcer le projet de législation afin d'en faire un outil efficace aux niveaux européen et mondial.



La FSESP considère la législation sur l'ACCIS comme une étape cruciale pour maîtriser la concurrence en matière d'impôt sur le revenu des sociétés dans l'Union européenne et arrêter et même renverser la tendance vers des taux d'imposition des sociétés de plus en plus bas.

Alors que la Commission européenne a montré qu'elle était prête à s'attaquer aux multinationales sur la question de l'évitement fiscal et des aides d'État, ses initiatives sur les paradis fiscaux sont restées peu convaincantes. La FSESP a réagi de manière critique à la publication tant attendue de l'UE, à savoir

la liste noire des paradis fiscaux, affirmant qu'elle est dépourvue de cohérence et de transparence vu qu'elle exclut les paradis fiscaux basés dans l'UE.

Bien que 10 pays restent engagés à adopter une taxe sur les transactions financières (TTF), ils n'ont pas réussi à faire progresser son champ d'application et, en mars 2017, la FSESP, la Confédération européenne des syndicats (CES), l'Internationale des services publics (ISP) et plusieurs organisations de la société civile ont envoyé une lettre conjointe aux gouvernements de l'UE en les exhortant à agir rapidement pour adopter une proposition ambitieuse en matière de TTF.

La FSESP a souligné le rôle des quatre grands cabinets comptables internationaux dans la promotion des politiques d'évitement fiscal et a soulevé des questions sur leurs activités de lobbying et de conseil auprès des institutions européennes.

La FSESP continue de plaider en faveur d'une action sur l'évasion fiscale par le biais de son adhésion à la plate-forme de la Commission européenne pour la bonne gouvernance fiscale et elle a travaillé avec la CES et d'autres organisations européennes pour plaider en faveur de politiques fiscales progressives. La FSESP a salué l'initiative de la CES de créer un comité (ad hoc) pour discuter des questions fiscales.

Au niveau mondial, la FSESP travaille en étroite collaboration avec l'ISP, qui a été active au niveau de la commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises et l'Alliance mondiale pour la justice fiscale, et la FSESP a soutenu l'initiative de l'ISP de créer un centre de recherche sur la responsabilité fiscale des entreprises internationales.

L'activité de la FSESP sur la fiscalité peut être suivie sur le Site web de la FSESP et dans les rapports annuels de la FSESP.

Principales priorités

- **Faire campagne et faire pression en faveur de l'établissement de rapports publics pays par pays et d'autres initiatives des institutions européennes pour lutter contre la fraude fiscale et s'opposer à l'évasion fiscale et à l'utilisation des paradis fiscaux par les entreprises et les particuliers fortunés**
- **Faire pression pour plus de ressources pour les administrations fiscales et mettre en évidence les difficultés auxquelles sont confrontés les travailleurs des administrations fiscales à travers l'Europe**
- **Campagne pour un agenda positif pour une taxation progressive, y compris une taxe sur les transactions financières**
- **Travailler avec la CES et l'ISP pour renforcer la coordination des campagnes européennes et mondiales**

La **Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP)** rassemble les syndicats de toute l'Europe. Nos huit millions de membres travaillent dans les administrations locales, régionales et nationales ainsi que dans l'administration européenne, la santé et les services sociaux, l'énergie, les déchets et l'eau.

La FSESP s'efforce d'influencer les politiques et les décisions des employeurs, des gouvernements et des institutions européennes qui affectent les travailleurs des services publics, leurs familles et leurs communautés. Nous nous mobilisons pour l'action et le changement et nous nous engageons à réaliser une autre Europe sociale.

L'amélioration des droits, des salaires et des conditions de travail par le renforcement de la négociation collective et la défense du droit de grève sont au cœur de notre travail.

La FSESP est le bras européen de la Fédération mondiale des services publics (ISP) et est membre de la Confédération européenne des syndicats (CES).

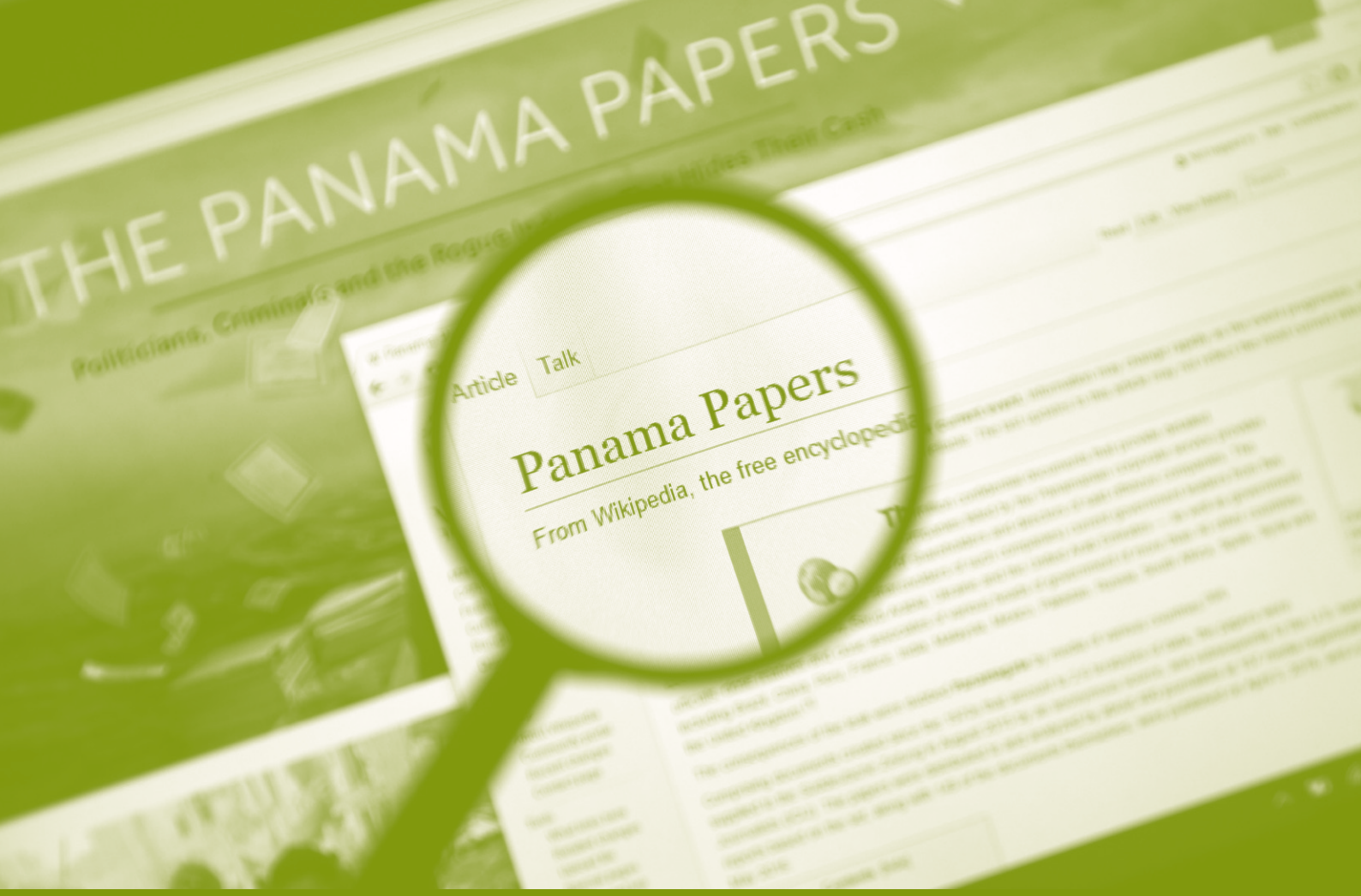
En négociant avec les employeurs dans le cadre du dialogue social européen dans les secteurs de l'électricité, des hôpitaux et des services de santé, avec les gouvernements locaux et régionaux et avec les administrations centrales, la FSESP négocie des accords sur les meilleures pratiques qui améliorent la vie professionnelle des travailleurs des services publics et assurent des services de qualité pour les citoyens.

Les femmes représentent la majorité de nos membres et l'égalité des sexes est au cœur de toutes nos activités. Qu'il s'agisse de négocier avec les employeurs sur les droits des femmes sur le lieu de travail ou d'exposer le scandale de l'écart salarial entre les sexes, la FSESP prend des mesures en faveur de l'égalité réelle.

La FSESP lutte contre l'évasion fiscale des riches et des multinationales qui mine nos finances publiques. Nous plaidons en faveur de l'exclusion totale des services publics des accords commerciaux internationaux et nous défendons les droits des migrants, tant sur le lieu de travail que dans les services fournis par nos membres.

La FSESP offre à nos membres une plateforme pour partager régulièrement les bonnes pratiques en matière de syndicalisation, de recrutement et de campagnes.

Nous faisons campagne pour des services publics bien financés et nos membres savent que les services qu'ils fournissent ne représentent pas un coût pour la société, mais un investissement dans nos collectivités. Nous transmettons ce message au cœur de l'Europe.



EPSU
EUROPEAN PUBLIC SERVICE UNION

FIGHTING FOR A FUTURE
FOR ALL
10TH EPSU CONGRESS 2019
4-7 JUNE 2019, DUBLIN

La **FSESP** est la **Fédération syndicale européenne des Services publics**, la plus grande des fédérations membres de la CES. 8 millions de travailleurs du service public de plus de 260 organisations syndicales en sont membres. Elle représente les travailleurs des secteurs de l'énergie, de l'eau et des déchets, des services sociaux et de santé et de l'administration locale et régionale dans tous les pays d'Europe, y compris ceux de la frange orientale de l'Union européenne. La FSESP est l'organisation régionale reconnue de l'Internationale des services publics (ISP). Pour plus d'informations sur la FSESP et son action, veuillez visiter le site www.epsu.org